

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCORI

CD2E La Peyrade
34110 Frontignan

Références : H2-2026-016
Code AIOT : 0006601013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2025 dans l'établissement SCORI implanté CD2E La Peyrade 34110 Frontignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées qui fixe une périodicité de visite annuelle pour ce site classé prioritaire. Cette inspection, réalisée de façon inopinée, visait à évaluer la capacité de l'exploitant à maîtriser un incident ou un accident susceptible de survenir sur le site, en réalisant un exercice de mise en œuvre du plan d'opération interne (POI).

Le POI est un document opérationnel d'aide à la décision qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement en cas de sinistre survenant sur son site. Ce plan, obligatoire pour les établissements Seveso, doit être testé régulièrement par les

exploitants, au travers d'exercices de mise en situation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCORI
- CD2E La Peyrade 34110 Frontignan
- Code AIOT : 0006601013
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société SCORI, filiale du Groupe SUEZ, exploite une plateforme dédiée au traitement des déchets. Le site traite environ 60 000 tonnes de déchets par an pour une capacité autorisée de 92 000 tonnes par an. Il est constitué des unités suivantes :

- l'unité de fabrication des combustibles solides de substitution (CSS) : mélange à la pelle mécanique, broyage de déchets solides (conditionnés ou en vrac), d'absorbants et d'emballages et matériaux souillés,
- l'unité de fabrication des combustibles liquides de substitution (CLS) : mélange, homogénéisation et filtration de déchets solides, pâteux et liquides de type résidus liquides d'hydrocarbures, boues pâteuses organiques et minérales, huiles usagées,
- l'unité de préparation solution aqueuse à faible valeur énergétique (G2000) : mélange et filtration essentiellement d'eaux industrielles polluées et aussi d'eaux souillées, en vue de leur élimination ou valorisation en substitution de l'eau du réseau de distribution dans les cimenteries.

L'encadrement réglementaire de l'exploitation du site est assuré par les arrêtés préfectoraux des 12 avril 2005, 30 décembre 2011, 27 août 2014, 6 décembre 2019, 21 octobre 2022 et 20 octobre 2023. Le site est classé SEVESO seuil haut, en raison de la quantité stockée de substances dangereuses pour les organismes aquatiques. Il relève également de la directive sur les émissions industrielles (IED).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Formation du personnel sur situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	SGS et gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Contenu POI : description des mesures à	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	prendre			
11	Contenu POI : formation du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Contenu POI : moyens d'atténuation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois
16	1) Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
5	Contenu POI : responsable alerte	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
6	Contenu POI : liaison avec autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
8	Contenu POI : conduite à tenir sur le site	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
9	Contenu POI : information autorité PPI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
10	Contenu POI : articulation avec SDIS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
13	État des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
14	État des stocks détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
15	État des stocks synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection inopinée du site a montré que l'exploitant a mis en place une organisation, à travers son POI, qui permet de répondre aux différents scénarios d'accident retenus par l'étude de dangers. L'inspection a constaté que le personnel a réagi efficacement lors de l'exercice POI. Les justificatifs suivants doivent toutefois être transmis :

- les attestations de conformité des agents qui ont pris part à l'exercice POI le jour de la visite, ainsi que celui du gardien ;
- le Système de Gestion de la Sécurité (SGS) ;
- la description de l'étape de déclenchement manuel de l'alarme prévue pour les scénarios 1, 2, 3 et 9 du POI et le positionnement correct de cette étape dans les fiches réflexes respectives, le cas échéant ;
- le rapport initial établissant la liste des équipements concernés par le plan de modernisation des installations industrielles (PMII) et la mise à jour de cette liste.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
Constats : La version n°10 du Plan d'Opération Interne (POI) en vigueur est datée de mai 2025. Le document, mis à jour pour intégrer la stratégie de prélèvements environnementaux et le plan de défense incendie, a été transmis le 1er août 2025. La version antérieure date d'octobre 2023. Les versions annuelles précédentes sont listées en page 1 du POI.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.

Constats :

Les 2 derniers exercices POI ont été effectués les 28 mai 2025 et 27 juin 2025. L'exercice POI de mai 2025 a été réalisé hors heures ouvrées, sans avertissement préalable du gardien et des personnels d'astreinte. Ces exercices ont fait l'objet de comptes-rendus qui font état notamment des points positifs et des axes d'amélioration.

Le rapport de ré-examen de l'étude de dangers précise que les retours d'expérience, qui ne sont pas de nature à remettre en cause le caractère approprié des mesures/moyens de protection, sont intégrés à la dernière version du POI.

Un exercice POI inopiné a été réalisé le jour de la visite, objet du présent rapport. Le scénario choisi par l'inspection est le scénario n°10 du POI correspondant à un incendie de produits dans les rétentions des cuves de stockage des combustibles liquides de substitution (localisation DOORS). Après avoir rappelé le contexte et les limites de l'exercice (absence de venue réelle des secours extérieurs, rappel de la mention « exercice, exercice, exercice » lors de toute alerte effectuée vers l'extérieur, condition de mise en service de la sirène POI, etc.), l'inspection a déclenché l'exercice POI, dont le déroulé est détaillé au constat n°7 du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Formation du personnel sur situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.

Constats :

Les attestations de formation des personnes ayant participé à l'exercice POI, n'ont pas pu être présentées le jour de la visite inopinée. L'exploitant a indiqué qu'une transmission par mail de ces documents serait effectuée après la visite. Mais, aucun document n'a été reçu à ce jour.

Par ailleurs, les interventions des entreprises extérieures sont gérées selon la procédure maintenance GEN.PR.014. Un plan de prévention est réalisé avec l'entreprise extérieure pour encadrer ses interventions sur le site. Ce plan précise les compétences et habilitations devant être possédées par le personnel de l'entreprise extérieure. Un accueil sécurité est réalisé pour tout nouvel intervenant. Il est renouvelé tous les ans. Un tableau de suivi permet de lister les personnes formées et d'identifier celles autorisées à intervenir sur des mesures de maîtrise des risques (MMR) dont celles instrumentées (MMRI).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre les attestations de conformité des 4 agents qui ont pris part à

<p>l'exercice POI le jour de la visite, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le directeur des opérations internes, - le commandant des opérations internes, - les deux équipiers de première intervention. <p>Le nom des personnes est rappelé en annexe confidentielle.</p> <p>Les attestations de formation du gardien doivent également être transmises.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : SGS et gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS). Il a été demandé à l'exploitant de transmettre le SGS à l'inspection. Mais, le document n'a pas été reçu à ce jour. L'inspection n'a donc pas procédé à une évaluation de la cohérence des procédures entre le SGS et le POI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le document SGS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Contenu POI : responsable alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la</p>

personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
<p>Constats :</p> <p>Le POI précise en page 10 que c'est le Directeur des Opérations Internes (DOI) qui est habilité à déclencher le POI. Cette fonction peut être assurée par le directeur du site, le responsable d'exploitation et de maintenance, le responsable du service client ou l'agent d'astreinte.</p> <p>Les fonction du DOI décrites en page 21 du POI, sont les suivantes :</p> <p>" - Il est le centre de décision ;</p> <p>- Il assure la direction générale de l'action POI ;</p> <p>- Il valide les différents messages à communiquer avec l'extérieur ;</p> <p>- Il nomme les responsables des groupes opérationnels."</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contenu POI : liaison avec autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PPI de SCORI approuvé par arrêté préfectoral n°2021.01.606 du 21 juin 2021, s'appuie sur l'étude des dangers remise par l'exploitant en mai 2013, qui a été complétée en juin 2015 et du Plan d'Opération Interne (POI) . Il prévoit que " Dès lors que l'exploitant estime qu'il ne maîtrise plus la situation, ou que le phénomène dangereux est susceptible d'avoir une emprise à l'extérieur du site, et donc risque d'avoir des conséquences sur les populations avoisinantes ou l'environnement, il alerte aussitôt le préfet."</p> <p>Les schémas d'alerte du POI précisent en pages 7, 9 et 10, que c'est le DOI qui est responsable des liaisons avec le préfet en sa qualité de responsable du déclenchement du PPI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu POI : description des mesures à prendre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>
Constats :

Les fiches réflexes POI du site correspondent aux scénarios majeurs retenus dans l'étude de dangers. Le scénario 10 retenu le jour de l'inspection correspond aux phénomènes dangereux PhD12 de l'étude de dangers de 2020, il est intitulé " Incendie de la rétention des DOORS (Hydrocarbures HPCI)".

Le scénario a été déclenché à 10 h 15. Le déroulé de l'exercice est détaillé en annexe confidentielle du présent rapport.

Au cours de cet exercice, l'inspection a pu suivre les actions mises en œuvre :

- sur le terrain ;
- au niveau de la salle POI.

Le personnel a très bien réagi à cet exercice inopiné, l'organisation opérationnelle prévue au POI a été globalement respectée.

Toutefois, il apparaît dans la fiche réflexe du scénario n°10 de la page 42 du POI, que l'alarme doit être déclenchée manuellement suite au constat de début d'incendie. Or, il a été indiqué, lors de l'inspection, que l'alarme n'est enclenchée qu'en cas de non maîtrise de l'incendie pour prévenir l'environnement du site. De la même manière, les fiches réflexes des scénarios 1, 2, 3 et 9 prévoient le déclenchement manuel d'une alarme dès la détection de l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliciter l'étape de déclenchement manuel de l'alarme, prévue pour les scénarios 1, 2, 3 et 9 et la positionner correctement dans les fiches réflexes respectives, le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Contenu POI : conduite à tenir sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné

Prescription contrôlée :

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

Constats :

La salle POI est installée en dehors des effets prévisibles associés aux scénarios d'accidents (au niveau des bureaux). Elle est équipée d'un système de communication par talkie-walkie, d'un paperboard, de feutres de différentes couleurs, de plans et de photos aériennes du site, de téléphones, d'un accès au réseau informatique. Le POI y est disponible.

Le site dispose d'une sirène POI permettant d'alerter les riverains.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu POI : information autorité PPI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
Constats : Les schémas d'alerte du POI précise qu'en cas de non maîtrise d'un événement accidentel ou d'emprise à l'extérieur du site, un appel au Préfet est prévu afin qu'il décide ou non de déclencher le PPI. La préfecture est alertée en amont, lors du déclenchement du POI, par téléphone et par la plate-forme informatique dédiée FACT 24.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contenu POI : articulation avec SDIS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
Constats : Le POI précise que c'est le directeur des opérations internes qui sollicite l'intervention du SDIS par téléphone. C'est ensuite, le personnel positionné à l'entrée principale du site puis le commandant des opérations qui sont chargés d'accueillir et de diriger les secours. En dehors des heures ouvrées, le gardien contacte la personne d'astreinte qui assure la fonction de DOI et veille à la coordination entre les équipes internes et le SDIS ainsi qu'au partage des moyens de défense. Le site dispose de 2 accès : l'accès principal (portail Nord) et l'accès secondaire (situé à l'opposé et réservé aux interventions d'urgence).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contenu POI : formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

Constats :
Lors de l'exercice POI réalisé, l'ensemble du personnel mobilisé a correctement suivi les procédures d'urgence relatives aux moyens à mettre en œuvre, traduisant une bonne formation et une bonne appropriation des procédures d'urgences.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Contenu POI : moyens d'atténuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée :
h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
Constats :
Le POI prévoit qu'en cas de non maîtrise d'un événement accidentel ou d'emprise à l'extérieur du site, un appel au Préfet est prévu afin qu'il décide ou non de déclencher le PPI. C'est ensuite le PPI approuvé par arrêté préfectoral n°2021.01.606 du 21 juin 2021, qui présente les mesures à prendre selon les différents scénarios de l'étude des dangers.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors du site doivent être précisées dans le POI. Il s'agit de tous les moyens (humains, techniques ou organisationnels) que l'exploitant met en place pour faciliter les actions menées à l'extérieur du site dans le cadre du PPI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée :
L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats :

L'état de l'ensemble des matières stockées est disponible de façon dématérialisée et mis à jour quotidiennement en fin de journée à partir des informations remontées par la supervision. Cet état est imprimé puis transmis au gardien.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : État des stocks détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état de l'ensemble des matières stockées présenté le jour de la visite, précise les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes et les pictogrammes de dangers sont indiqués pour chaque matière ; - la localisation des zones de stockage et la typologie de déchets associés. <p>Cet état des matières stockées, mis à jour quotidiennement, est tenu à disposition et référencé en annexe 17 du plan d'opération interne (annexe 17).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des stocks synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, POI inopiné
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'état des matières stockées présenté permet de fournir une information vulgarisée sur les produits ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : 1) Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.
Constats : Le recensement initial des équipements soumis au plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) a mis en évidence que les équipements du site concernés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • le stockage DORR 1/3 (stockage en béton) ; • la rétention des 3 stockages DORR (incluant le DORR 1/3) ; • la tuyauterie de remplissage jusqu'au poste de dépotage des dopants et soutirage DORR 1/3. Le rapport initial recensant les équipements soumis à PM2I n'a pas pu être présenté le jour de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre le rapport initial de recensement des équipements concernés par la prévention des risques liés au vieillissement ainsi que la mise à jour de la liste.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours